

Avenant n° 3 du 2 février 2021

à l'avenant n° 2 du 24 juillet 2020
à l'accord collectif du 19 janvier 2018 relatif à la CPPNI

NOR : ASET2150271M

IDCC : 1978

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

PRODAF ;

SNPCC ;

FFAF,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTA FO ;

FS CFDT ;

FCS UNSA,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Comme prévu à l'article 4 de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2020, les partenaires sociaux de la branche ont procédé, avant la fin de l'année 2020, à un premier bilan de l'application dudit avenant portant sur l'utilisation de la visioconférence pour les réunions de la commission mixte paritaire permanente de négociations et d'interprétation dans la branche des fleuristes, vente et services des animaux familiers (ainsi que des autres commissions paritaires).

À l'issue de cet examen, il a été décidé de modifier et compléter certaines dispositions de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2020, afin de les adapter à l'évolution de la pratique de la visioconférence dans la branche.

Article 1^{er} | Modification de l'avant-dernier paragraphe de l'article 1^{er} de l'avenant n° 2

L'avant dernier paragraphe de l'article 1^{er} de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2020 est modifié et remplacé par le paragraphe suivant :

« — compte-tenu de la dématérialisation des réunions et de l'absence de déplacements professionnels, aucune prise en charge de frais ne sera octroyée aux participants et membres de la CPPNI ou CMPPNI (frais de transport, hébergement...). Concernant les indemnités de présence destinées à compenser l'absence en entreprise des représentants des organisations patronales représentatives, celles-ci ne seront pas versées en cas de réunions en visioconférence, sauf si le négociateur patronal est en activité professionnelle et que la réunion en visioconférence l'empêche de travailler dans son entreprise. Ces règles sont également applicables aux réunions de la CPNEFP organisées en visioconférence. Elles ne remettent pas en cause les droits des négociateurs salariés des entreprises de la branche prévus par la convention collective et l'accord du 19 janvier 2018 étendus. »

Article 2 | Modification du dernier paragraphe de l'article 3 de l'avenant n° 2

Le dernier paragraphe de l'article 3 de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2020 est modifié et remplacé par le paragraphe suivant :

« Les partenaires sociaux conviennent d'un vote majoritaire des organisations patronales représentatives et des organisations syndicales représentatives de salariés sur chacun des 3 points ci-dessus. »

Article 3 | Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

Il est ici expressément rappelé, que le présent avenant ne comporte pas de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés, en raison de la configuration de la branche des fleuristes, de la vente et des services des animaux familiers, composée majoritairement d'entreprises de moins de 50 salariés, dont les situations sont nécessairement prises en compte dans la négociation du présent avenant.

Ces dispositions sont également applicables à l'avenant n° 2 à l'accord collectif CPPNI de la branche des fleuristes, de la vente et des services des animaux familiers du 19 janvier 2018 étendu, signé le 24 juillet 2020, que complète et modifie le présent avenant n° 3.

Article 4 | Dispositions finales. Date d'effet. Dépôt

À titre exceptionnel et conformément aux recommandations formulées par le ministère du travail, le présent accord fait l'objet d'une signature électronique répondant aux exigences réglementaires et légales en vigueur.

Du fait des circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de « Covid-19 », la procédure de dépôt des accords de branche est adaptée. Dès lors, le présent accord est notifié et déposé en priorité par voie électronique auprès des services du ministère du travail puis sera remis au greffe du conseil de prud'hommes de Paris. Les parties signataires conviennent d'en demander l'extension auprès du ministre chargé du travail.

En application de l'article L. 2231-5-1 du code du travail, le présent accord fera l'objet d'une publication sur la base de données nationale en ligne des accords collectifs.

En vertu de l'article R. 2231-1-1 du même code, les signataires pourront demander l'anonymisation des noms des signataires lors du dépôt du présent accord par la partie effectuant le dépôt ou par les autres signataires dans le mois suivant.

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il entre en vigueur à sa date de signature et pourra être révisé ou dénoncé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Il fera l'objet, comme l'avenant n° 2 du 24 juillet 2020, d'un suivi annuel par la CPPNI ou CMPPNI de la branche.

Le présent avenant est soumis à la procédure d'extension et fait l'objet des formalités de dépôt et de publicité prévues ci-dessus par le code du travail.

Fait à Paris, le 2 février 2021.

(Suivent les signatures.)